

TABLEAU 1

**Prêts annuels des banques commerciales
aux pays en voie de développement entre 1972 et 1984**
(en milliards de dollars, aux prix et aux taux de change de 1983)

	1972	1973	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
À long terme	10,46	18,27	17,84	21,63	20,51	25,93	20,16	21,57	29,19	25,89	54,00*	24,00*
À court terme					21,17	19,27	16,40	24,39	21,40	14,94	-19,00	-6,00
Prêts bancaires totaux					41,68	45,20	36,56	45,96	50,59	40,83	35,00	18,00

* Ce montant englobe un volume important de dettes à court terme rééchelonnées.

Source: OCDE, *Rapport de 1985 du CAD*.

déposer l'argent dans les banques, laissant à ces dernières le soin d'acheter les instruments gouvernementaux. Peut-être craignaient-ils de devenir des otages de l'État s'ils détenaient trop de titres gouvernementaux (13:8).

Le *Rapport sur le développement dans le monde* publié par la Banque mondiale en 1985 a lui aussi analysé ces placements de l'OPEP et a fait à leur sujet les remarques suivantes :

Après la première hausse des prix du pétrole, 50 p. 100 environ des placements ont été effectués sous forme de dépôts bancaires, principalement sur les marchés des eurodevises. Après la deuxième hausse, cette proportion a été de 61 p. 100. Dans l'un et l'autre cas, les membres de l'OPEP ont ensuite progressivement diversifié leur portefeuille en plaçant leurs excédents dans des actifs moins liquides, à rendement plus élevé. Leur préférence initiale pour des actifs hautement liquides tenait, d'une part, au fait qu'ils n'avaient pas immédiatement pris conscience de l'ampleur qu'allait revêtir l'excédent et, d'autre part, au fait qu'ils n'ont peut-être pas pu s'informer rapidement des différentes possibilités d'investissement à long terme (page 89).

M. Hockin a précisé au passage que ces pays, récemment enrichis par le pétrole, n'étaient pas « pour autant prêts à accepter les responsabilités inconnues et inhabituelles inhérentes à leur nouvelle prospérité » (13:7). En fait, même s'il est vrai que les pays de l'OPEP ont accordé peu de prêts commerciaux directs aux pays du Tiers monde, ils ont fourni d'importantes sommes au titre de l'aide publique, à des taux de faveur, principalement par l'entremise des diverses institutions multilatérales.

Quoi qu'il en soit, les sommes énormes déposées par les pays arabes de l'OPEP dans les banques commerciales des pays industrialisés ont forcé ces dernières à leur trouver des débouchés. Les investisseurs arabes ont ainsi évité les problèmes causés depuis par les prêts bancaires consentis à des pays du Tiers monde. La plupart des prêts arabes sont donc des investissements sûrs.

Les autorités monétaires internationales, qui, à l'époque, étaient en général favorables aux prêts accordés par des banques, cherchaient également comment